QUELQUES EXPERIENCES D'AMNISTIE A MEDITER

Abbas Aroua

1. Aperçu général	38
2. Quelques cas historiques d'amnistie	38
2.1. Thrasybule et les Trente Tyrans	38
2.2. Retour du Prophète à la Mecque	39
2.3. Abraham Lincoln et la guerre de Sécession	40
2.4. Victor Hugo, les Proscrits et les Communards	40
3. Quelques cas d'amnistie dans les pays en transition	42
3.1. Chili	42
3.2. Argentine	42
3.3. Uruguay	43
3.4. Salvador	44
3.5. Pérou	44
3.6. Afrique du Sud	45
4. Conclusion	46

L'amnistie est l'acte par lequel les souverains pardonnent le plus souvent les injustices qu'ils ont commises.

Pierre Véron, écrivain et poète français. *Le carnaval du dictionnaire* (1873)

1. Aperçu général

La pratique de l'amnistie remonte très loin dans l'histoire. Elle est aussi ancienne que sont les conflits violents entre les êtres humains. En Occident, bien qu'on mentionne des actes de clémence s'apparentant à l'amnistie, comme celui de Ramsès II après la bataille aux Hittites livrée à Qadesh (1299 a.J.-C.), on attribue la première amnistie documentée à la Grèce antique ; celle décrétée par Thrasybule. Des éléments d'histoire de l'amnistie en Occident sont mentionnés dans le travail de Andreas O'Shea, *Amnesty for Crime in International Law and Practice*¹, et en France en particulier, dans celui de Stéphane Gacon, *L'Amnistie de la Commune à la Guerre d'Algérie*².

Deux sortes d'amnistie sont à distinguer : celle offerte au terme de conflits armés inter Etats et celle décrétée dans des situations de conflits intra Etat comme les guerres civiles et les soulèvements populaires.

Concernant les conflits internationaux, l'amnistie a été incorporée dans de nombreux traités de paix qui ont mis fin à plusieurs guerres dans l'histoire européenne entre le dix-septième et le dix-neuvième siècles, comme le traité de Westphalie pour la Guerre des Trente Ans (1618-1648), le traité de Nijmegen après la tentative de Louis XIV de conquérir les Pays-Bas (1678), le traité de Ryswick (1697) mettant fin à la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les traités de Hubertsburg et de Paris à la fin de la guerre de Sept Ans (1756-1763), le traité de Paris (1814-1815) qui a mis fin aux guerres napoléoniennes, les traités d'Adrianople (1829) puis de San Stefano (1878) et de Constantinople (1879) à l'issue de conflits entre la Russie et l'Empire ottoman.

Au vingtième siècle, le traité de Versailles (1919) à la fin de la Première Guerre mondiale ne contenait pas de clause d'amnistie, et stipulait la poursuite du Kaiser qui n'a finalement pas été extradé des Pays-Bas, de même que les accords d'armistice conclus à la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945 ne faisaient pas mention d'amnistie : l'heure était à la poursuite des nazis et leur jugement comme ce fut le cas au tribunal de Nuremberg. Les Américains ont par contre amnistié certains officiers japonais au même titre que leur empereur.

En ce qui concerne les guerres de décolonisation dans la deuxième moitié du vingtième siècle, on note que certains accords de cessez-le-feu ne contenaient pas de clause

d'amnistie (guerre d'Indochine), alors que d'autres prévoient une amnistie (guerre d'Algérie).

Concernant les guerres civiles et les soulèvements populaires, la Révolution anglaise de Cromwell a pris fin en 1660 avec un Acte prévoyant l'amnistie, la Guerre d'indépendance américaine, inaugurée par la révolte des colonies, a pris fin en 1783 lorsque le traité de paix de Paris, reconnaissant la République fédérée des Etats-Unis, a été signé. Ce traité prévoyait une mesure d'amnistie. Par contre, à l'issue de la Révolution française qui se déclencha en 1789, aucune amnistie n'a été accordée à la famille royale ; Louis XVI a été exécuté en 1793. Au cours de la guerre de Sécession (1861-1865), et à son terme, plusieurs mesures d'amnistie (sous les présidents Abraham Lincoln et Andrew Johnson) ont été passées. L'histoire de la France post Révolution a connu une succession d'amnisties, et d'amnisties présidentielles, notamment à partir de la Troisième République. Elle fut cependant marquée par quatre amnisties : celle de la Commune (1879-1880), celle de l'Affaire Dreyfus (1905), celle de Vichy et de la Collaboration (1950-1953), et celle de la Guerre d'Algérie (1962-1982).

Durant les deux dernières décennies du XX^{ème} siècle, des lois d'amnistie ont été passées dans de nombreux pays³, en Amérique latine et en Afrique surtout, à l'issue de conflits sanglants, notamment dans les pays suivants : Chili (1978), Brésil (1979), Zimbabwe (1979), Lesotho (1980), Argentine (1983, 1986, 1987, 1989), Uruguay (1986), Guatemala (1986), Honduras (1987), Salvador (1987, 1993), Algérie (1990), Roumanie (1990), Liban (1991), Mozambique (1992), Croatie (1992, 1996), Haiti (1993), Colombie (1994), Pérou (1995), Afrique du Sud (1995), Serbie (1998), Sierra Leone (1999), Uganda (2000).

Dans les sections suivantes, une sélection de cas d'amnistie, de la Grèce antique à nos jours, est présentée, avec une attention particulière sur l'utilisation de l'amnistie dans les sociétés en transition.

2. Quelques cas historiques d'amnistie

2.1. Thrasybule et les Trente Tyrans

En l'an 404 a.J.-C., les Spartiates imposèrent aux Athéniens un Conseil oligarchique composé de trente membres menés par Critias, oncle de Platon. En huit mois, ces oppresseurs, appelés les Trente Tyrans, ont fait exécuter 1500 et bannir 5000 Athéniens. Le général Thrasybule a réussi en 403 a.J.-C., avec l'aide des Thébains, à chasser le gouvernement des Trente. Il décréta alors une loi d'amnistie dans le cadre de sa démarche pour rétablir la démocratie. Cette

amnistie était limitée puisque les Trente Tyrans, expulsés d'Athènes, et leurs pires agents, ont été exclus de la portée de cette mesure.

2.2. Retour du Prophète à la Mecque

Le message du Prophète de l'islam, Mohammad (paix et salut sur lui – pssl), n'a pas reçu bon accueil dans la Mecque polythéiste et idolâtre du VII^{ème} siècle. Une Mecque fière de sa Kaaba qui abritait trois cent soixante idoles drainant chaque année des foules de pèlerins de toute la péninsule arabique. Le message monothéiste de l'islam menaçait donc de faire perdre aux Mecquois une formidable source d'enrichissement. Plus grave encore, par son fort contenu de justice, le message de l'islam devait impérativement bousculer un ordre social séculaire basé sur un nombre de normes injustes. Il n'est donc pas étonnant de constater l'ampleur et l'intensité de la répression qui s'est abattue sur le Prophète (pssl) et ses premiers compagnons : agressions verbales et physiques, tortures, exécutions, bannissement, etc. Les persécutions devenaient à tel point insupportables que le Prophète (pssl) a ordonné à ses compagnons de partir en exil (*al-Hijra* – Hégire), d'abord en Abyssinie, ensuite à Yathrib qui sera rebaptisée Madinat Annabi' (Médine). Lui-même, échappa à un complot d'assassinat, le matin de son départ pour Médine.

Comme mesures de rétorsion, les premiers musulmans qui se sont exilés se sont vus expropriés de tous leurs biens à la Mecque. La minorité des musulmans qui n'avaient pas quitté la Mecque ont fait l'objet de persécutions cruelles par les Qoraychites. Ces derniers, craignant pour leur commerce avec la Syrie ancienne (Cham), vu que leurs caravanes passaient nécessairement près de Médine, ont envisagé un assaut contre cette cité où le Prophète (pssl) s'était réfugié.

Après une quinzaine d'années de souffrance, d'endurance et de patience, la première communauté musulmane sera finalement autorisée à se défendre, à défendre sa foi et ses biens :

Autorisation est donnée à ceux qui sont combattus de se défendre, car vraiment ils sont lésés ; Dieu est certes Capable de les secourir. Ceux qui ont été expulsés de leurs demeures, contre toute justice, simplement parce qu'ils disaient : « Dieu est notre Seigneur »⁴

(أذن للذين يقاتلون بأنهم ظلموا وإن الله على نصرهم لقدير، الذين أخرجوا من ديارهم بغير حق إلا أن يقولوا ربنا الله)

La première bataille entre musulmans et païens de Qoraych est livrée durant la deuxième année de l'hégire à Badr, lieu situé non loin de Médine, vers l'ouest. Cette bataille, qui a donné la victoire aux musulmans, sera suivie par d'autres, dont celle de Uhud, durant la troisième année de l'hégire, où les musulmans ont accusé une

défaite, et celle d'*al-Khandaq* (Le Fossé), appelée aussi la bataille d'*al-Ahzab* (Les Coalisés), durant la cinquième année de l'hégire, où une coalition de tribus menées par Quraych a tenté de prendre Médine, mais en vain. Les musulmans ayant protégé leur cité en creusant de larges fossés tout autour. A la sixième année de l'hégire une trêve de dix ans fut décrétée entre le Prophète (pssl) et Quraych, c'est le Traité d'al-Hodaybiya, au sujet duquel le Prophète a dit : « Par Dieu, j'accepterai tout projet qu'ils me soumettront, s'il respecte les limites sacrées de Dieu. »

(والذي نفسي بيده، لا يسألونني خطة يعظمون بها حرمت الله إلا أعطيتهم إياها)

Durant la période de paix à Médine, terre d'exil et d'accueil, la communauté des musulmans n'a cessé de s'agrandir et le message de l'islam s'est vite propagé sur une grande partie d'Arabie. Mais l'accord de paix conclu sera rompu par des Qoraychites qui attaquèrent de nuit une tribu sous la protection des musulmans (Banou Khouza-a), faisant 20 morts.

A la huitième année de l'hégire, le Prophète s'est dirigé vers la Mecque à la tête de 10 000 hommes armés. L'entrée dans la Mecque a été négociée par le Prophète (pssl) avec Abou Soufiane lors de la visite de ce dernier au campement des musulmans qui lui a permis de constater leur force et leur détermination. Abou Soufiane, un notable de Quraych qui jouissait du rang de chef de tribu, a déclaré son islam à cette occasion, et a accepté de ne pas résister à l'entrée des musulmans à la Mecque. En contre partie le Prophète (pssl) lui a garanti que quiconque à la Mecque restait chez lui, se réfugiait à la Kaaba ou dans la demeure d'Abou Soufiane serait en sécurité. Ainsi, à part un accrochage entre un groupe de mecquois ayant rejeté l'accord conclu et le bataillon de Khalid Ibn-al-Walid qui a fait une trentaine de morts, il n'y a pas eu d'effusion de sang. Ce fut *Fath Makka*, le retour victorieux du Prophète (pssl) et ses compagnons à leur terre natale.

Une fois à la Mecque, le Prophète (pssl) fit louange à Dieu par des prières. L'une de ses premières actions fut la destruction de toutes les idoles entourant la Kaaba qui étaient l'objet d'adoration des Mecquois. Chaque fois qu'une statue tombait, le Prophète (pssl) récitait le verset coranique : « Et dis : 'La Vérité est venue et le faux a disparu. Certes le faux est voué à la disparition'. »⁵

(وقل جاء الحق وزهق الباطل، إن الباطل كان زهوقا)

Rassurés, les Mecquois se regroupaient petit à petit aux alentours de la Kaaba. Le Prophète (pssl) s'adressa à eux : « Que dites-vous ? Que pensez-vous que je vais faire de vous ? » Abou Soufiane a répondu en leur nom : « Que du bien ! Un frère noble et généreux, fils d'un frère noble et généreux. » Le Prophète (pssl) rétorqua alors :

Je dis ce qu'a dit mon frère Joseph : « Pas de récrimination contre vous aujourd'hui ! Que Dieu vous pardonne. C'est Lui le plus miséricordieux des miséricordieux ». Partez ! Vous êtes affranchis.

(قال رسول الله صلى الله عليه وسلم: "يا معشر قريش ماذا تقولون؟ وماذا تظنون أني فاعل بكم؟" قالوا: "خيرًا. أخ كريم وابن أخ كريم." فقال (ص): "أقول لكم كما قال أخي يوسف 'لا تثريب عليكم اليوم، يغفر الله لكم، وهو أرحم الراحمين'. اذهبوا فأنتم الطلقاء.)

C'est l'avènement de la première mesure de grâce dans l'histoire musulmane. Cette grâce a certes entraîné l'abandon des mesures punitives contre les coupables de Qoraych ; elle a cependant été accompagnée du rétablissement de la vérité, de la réhabilitation des victimes dans leur honneur, le recouvrement de leur dignité et la restitution de leurs biens, et de la reconnaissance des crimes par les hauts responsables qoraychites et leur demande publique de pardon. Ainsi, Ikrima fils de Abou Jahl, qui avait dépensé beaucoup d'argent et mené de nombreuses batailles contre le Prophète (pssl) et ses compagnons, et l'un des derniers à embrasser l'Islam à l'occasion de *Fath Macca*, ira rencontrer le Prophète (pssl) pour lui demander : « Prie Dieu pour qu'il me pardonne toute l'inimitié que j'ai montré à ton encontre ».

2.3. Abraham Lincoln et la guerre de Sécession

Abraham Lincoln, antiesclavagiste convaincu, a été élu président en 1860. En 1861 s'est déclenchée la guerre de Sécession entre les Etats confédérés du Sud (esclavagistes) et les Etats fédéraux du Nord (abolitionnistes). En 1865, ces derniers finiront par gagner cette guerre qui fera six cent mille morts.

En 1863, en pleine guerre, le président Lincoln a émis une proclamation d'amnistie conditionnée pour certains par un serment.

Trois catégories étaient concernées par le serment : a) les officiers civils et diplomatiques, les officiers militaires au-dessus du grade de colonel, et les officiers de la marine au-dessus du grade de lieutenant, qui étaient au service des Confédérés, b) tous ceux qui avaient quitté leur poste judiciaire ou siège au congrès, ou démissionné de leur mandat au service des Etats-Unis pour aider la rébellion, et c) tous ceux qui avaient traité les soldats fédéraux ou leurs officiers autrement que comme des prisonniers de guerre.

Le serment que devait faire ces catégories de personne était le suivant :

Je jure solennellement, devant Dieu Tout- Puissant, que je soutiendrai désormais loyalement, protégerai et défendrai le Constitution des Etats-Unis, et l'union des Etats constituants. De même, je me conformerai et soutiendrai fidèlement toutes les lois passées par la Congrès durant la présente

rébellion, concernant les esclaves, tant que et aussi longtemps que ces lois ne seront pas abrogées, modifiées ou rendues caduques par le Congrès ou par une décision de la Cour suprême. Je me conformerai également et soutiendrai fidèlement toutes les proclamations du président, faites durant la présente rébellion, concernant les esclaves, tant que et aussi longtemps que ces lois ne seront pas abrogées, modifiées ou rendues caduques par une décision de la Cour suprême. Je le jure devant Dieu !

Lincoln sera réélu en 1864, puis assassiné en 1865.

2.4. Victor Hugo, les Proscrits et les Communards

Fils d'un général de l'armée napoléonienne, Victor Hugo (1802-1885) avait de l'admiration pour les Bonaparte et l'Empire. En 1845, il a réclamé en tant que député le retour d'exil de la famille Bonaparte. Il est allé jusqu'à faire campagne électorale pour Louis Napoléon Bonaparte, notamment à travers le journal *L'Événement* qu'il avait lancé avec ses fils.

Victor Hugo sera cependant vite déçu par les tendances despotiques du prince président. Le 17 juillet 1851, lors d'un débat à la Chambre, Victor Hugo intervenait pour dire : « Quoi, après Auguste, Augustule ? Parce nous avons eu Napoléon le Grand, il faut que nous ayons Napoléon le Petit ! »

Le 2 décembre 1851, le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte a contraint Victor Hugo à la résistance jusque dans sa forme armée. Il était l'animateur d'un groupe de députés qui appelaient au soulèvement populaire contre le président despote et pour la défense de la république, qui montaient les barricades, tenaient des réunions secrètes, et écrivaient des proclamations au peuple et à l'armée. La résistance parisienne a été matée le 4 décembre 1851 avec les massacres des Boulevards. Recherché par la police de Louis Napoléon Bonaparte, désillusionné, il décida de quitter la France pour un exil qui allait durer dix-neuf ans et le conduire d'abord à Bruxelles, ensuite aux îles de Jersey et de Guernesey.

A l'automne 1852 Louis Napoléon Bonaparte soumet au vote populaire l'instauration du Second Empire. Les républicains appelaient à voter « non » ou s'abstenir. Victor Hugo, cet humaniste élu deux fois président du Congrès international de la Paix (Paris 1848, Lausanne 1869), prend alors une position radicale dans l'une de ses déclarations :

Depuis dix mois que ce malfaiteur règne, le droit à l'insurrection est en permanence et domine toute la situation. [...] Le Français, digne du nom de citoyen, ne sait pas, ne veut pas savoir s'il y a quelque part des semblants de scrutin [...] - en présence de M. Bonaparte et de son gouvernement, le citoyen, digne de ce nom, ne fait

qu'une chose et n'a qu'une chose à faire : charger son fusil et attendre l'heure.⁷

En exil, Victor Hugo va continuer la résistance et le combat avec la plume. Il entama la rédaction de *L'Histoire d'un crime* (du coup d'État du 2 Décembre) et rédigea *Napoléon le Petit* et *Châtiments*. Dans ce dernier recueil de poésies satiriques, Victor Hugo n'a pas seulement dénoncé les auteurs du coup d'État mais il a critiqué sévèrement la société française, surtout ses élites, qui se sont rendues complices de ce crime par leur acceptation du fait accompli. C'est en exil aussi que Victor Hugo a rédigé ses plus belles œuvres : *Les Contemplations*, *La Légende des siècles*, *Les Misérables* et *Les Travailleurs de la mer*.

En 1859, l'Empire triomphant sous Napoléon III a décidé d'accorder l'amnistie aux proscrits de 1851 dont Victor Hugo faisait partie. Ce dernier refusa cette amnistie et répondit publiquement de son exil à Hauteville House, Guernesey, le 18 août 1859, par ces paroles devenues célèbres :

Personne n'attendra de moi que j'accorde, en ce qui me concerne, un moment d'attention à la chose appelée amnistie. Dans la situation où est la France, protestation absolue, inflexible, éternelle, voilà pour moi le devoir. Fidèle à l'engagement que j'ai pris vis-à-vis de ma conscience, je partagerai jusqu'au bout l'exil de la liberté. Quand la liberté rentrera, je rentrerai.⁸

Ce n'est que le 5 septembre 1870, suite à la défaite des armées françaises face aux Prussiens et la proclamation de la République, que Victor Hugo rentra à Paris où il fut accueilli par une foule immense.

Mais à l'avènement de la III^{ème} République, Victor Hugo allait vite être confronté une nouvelle fois à la question de l'amnistie.

Paris venait de sortir d'un siège et de graves pénuries alimentaires. Les habitants de la capitale, se sentant humiliés par les Prussiens et trahis par leur propre gouvernement installé à Versailles, ont reproché à ce gouvernement, dirigé par Adolphe Thiers, de les avoir abandonnés et s'insurgèrent contre lui. Le 18 mars 1871 lors d'accrochages entre les troupes envoyées par Thiers et les insurgés de Paris, deux généraux (Lecomte et Clément Thomas) sont massacrés par une foule surchauffée. Le mouvement insurrectionnel parisien, soutenu par les milieux ouvriers, instaura alors un pouvoir parallèle sous le nom de « Commune de Paris ». Deux mois plus tard, en mai 1871, durant une semaine sanglante, cette insurrection sera écrasée par les forces du gouvernement de Thiers. Ce fut le massacre de près de 20 000 Parisiens. Beaucoup de survivants furent déportés en Nouvelle-Calédonie pour y être emprisonnés. D'autres réussirent à quitter la France et iront se réfugier à l'étranger, en Belgique surtout.

Le dernier combat politique de Victor Hugo fut l'amnistie des Communards et le retour des déportés et des exilés. Dans son intervention au Sénat⁹ le 22 mai 1876, il plaidera de façon remarquable pour l'amnistie des Communards.

Messieurs, après ces funestes malentendus qu'on appelle crises sociales, après les déchirements et les luttes, après les guerres civiles, qui ont ceci pour châtement, c'est que souvent le bon droit s'y donne tort, les sociétés humaines, douloureusement ébranlées, se rattachent aux vérités absolues et éprouvent un double besoin, le besoin d'espérer et le besoin d'oublier.

J'y insiste ; quand on sort d'un long orage, quand tout le monde a, plus ou moins, voulu le bien et fait le mal, quand un certain éclaircissement commence à pénétrer dans les profonds problèmes à résoudre, quand l'heure est revenue de se mettre au travail, ce qu'on demande de toutes parts, ce qu'on implore, ce qu'on veut, c'est l'apaisement ; et, messieurs, il n'y a qu'un apaisement, c'est l'oubli.

Messieurs, dans la langue politique, l'oubli s'appelle amnistie.

Je demande l'amnistie. [...] Je la demande dans un but de réconciliation.

Loin de représenter une inconsistance dans l'attitude de Victor Hugo vis-à-vis de l'amnistie qu'il refusa dix-sept ans plus tôt, ou un changement dû à l'effet de l'âge, cet appel à l'amnistie des Communards est fait dans un contexte différent. Dans ce cas là l'autorité qui accorde l'amnistie est à ses yeux une institution légitime alors que vingt ans plus tôt il s'agissait d'un usurpateur du pouvoir. Par ailleurs, les « amnistiables » d'hier étaient pour Hugo des résistants légitimes, alors que la légitimité du soulèvement des Communards était quelque peu discutable.

L'appel est également justifié selon son auteur par le souci d'être équitable dans le traitement de l'auteur des crimes qui ont accompagné le coup d'État du 2 Décembre 1851 et des auteurs des crimes qui ont accompagné le soulèvement du 18 Mars 1871. Hugo faisait remarquer qu'« à vingt ans d'intervalle, pour deux révoltes, pour le 18 Mars et le 2 Décembre, telles ont été les deux conduites tenues dans les régions du haut desquelles on gouverne : contre le peuple, toutes les rigueurs ; devant l'empereur, toutes les bassesses », et déclarait qu'« il est temps de renoncer à cette honte de deux poids et de deux mesures. »

Malgré l'intervention éloquente de Victor Hugo, l'amnistie a été refusée au vote par l'Assemblée. Elle ne sera accordée aux Communards que cinq ans plus tard.

3. Quelques cas d'amnistie dans les pays en transition

3.1. Chili

En 1970, le socialiste Salvador Allende est élu président du Chili. Son programme politique, notamment les mesures de nationalisation, déplaisait à une partie de la population et surtout à l'armée chilienne et aux Américains. Après plusieurs tentatives de déstabilisation du gouvernement Allende par une opposition soutenue par la CIA, le président Allende a été renversé et tué en automne 1973 suite à un coup d'Etat extrêmement violent mené par le général Augusto Pinochet, chef d'état-major de l'armée. Ce dernier a alors instauré une dictature militaire et dirigé une campagne de répression féroce, menée sur le terrain par le service de renseignement DINA (puis CNI), contre l'opposition : persécutions, tortures, exécutions, disparitions (3000 cas recensés) et exil forcé.

En 1978, année caractérisée par les pires violations des droits de l'homme au Chili, le gouvernement militaire Pinochet fait passer une loi d'(auto-)amnistie générale portant sur tous les crimes perpétrés entre 1973 et 1978.

Durant les années 80, la répression n'a pas cessé, la junte militaire la justifiait par la guerre contre les groupes d'opposition armée qui s'étaient formés peu à peu. Sous la pression nationale et internationale, et confiant de sa popularité, Pinochet a organisé en 1988 un plébiscite, mais il a été sanctionné par un non massif. Il fut alors contraint d'organiser en 1989 des élections générales. Celles-ci ont donné la victoire à Patricio Aylwin qui a pris ses fonctions en 1990. Le général Pinochet est resté cependant aux commandes de l'armée chilienne jusqu'en 1997, choisissant la plupart des magistrats, et s'assurant une majorité de fidèles militaires au Sénat.

Peu après sa prise de fonction, Aylwin a créé une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (Commission Rettig), composée de partisans et d'opposants à Pinochet, avec pour missions : 1) d'expliquer le fonctionnement du système répressif, 2) d'expliquer la mort ou la disparition de toute personne entre septembre 1973 et mars 1990, 3) de proposer des mesures de réparation, et 4) de proposer des mesures de prévention. Elle aura neuf mois pour produire un rapport. Cette commission n'avait cependant pas les pouvoirs de citer à comparaître ou de contraindre à témoigner et ne disposait d'aucun pouvoir judiciaire ; elle ne constituait qu'un instrument de recherche de renseignements. Dans son rapport, les responsables de crimes ne devaient pas être cités nommément.

La loi d'amnistie qui a bénéficié à plus de 1500 personnes est toujours en vigueur ; aucun gouvernement n'a pu l'abroger. Cependant,

certaines cours de justice ont fait et font leur propre interprétation de cette loi considérée comme une interdiction de punir mais pas de traduire en justice pour établir la responsabilité pénale. En outre, les avocats des droits de l'homme font valoir que la disparition est un crime de rapt (kidnapping) « toujours en cours » ; tant que le corps de la victime n'a pas été retrouvé, il est donc imprescriptible.

De nombreux procès ont été intentés depuis quelques années contre d'anciens membres des forces armées et collaborateurs avec la junte militaire, surtout après les péripéties vécues par le général Pinochet à Londres en 1998 et ses difficultés avec la justice internationale. Des instructions ont été ouvertes contre plus de 300 officiers militaires, dont une vingtaine de généraux et une quarantaine de colonels et lieutenants-colonels. Pinochet lui-même a échappé à un procès pour des raisons « médicales ».

En novembre 2004, la Cour suprême chilienne a refusé, en appel, d'accorder l'amnistie à cinq officiers à la retraite, parmi eux de hauts gradés, responsables de la disparition en 1975 de l'activiste Miguel Angel Sandoval. Il s'agit du général Manuel Contreras, ancien chef de la redoutable DINA, du colonel Marcelo Moren Brito, du brigadier Miguel Krassnoff, du capitaine Fernando Laureani et du lieutenant Gerardo Godoy.

Le débat public autour des violations massives des droits de l'homme durant l'ère Pinochet a donc refait surface, et la loi d'auto-amnistie est plus que jamais contestée au sein de la société chilienne, mobilisée avec les militants des droits de l'homme autour de l'Association des familles des disparus et des détenus (AFDD).

3.2. Argentine

Le coup d'Etat militaire et la déposition d'Isabel Peron en mars 1976 a plongé l'Argentine dans sept ans de dictature sanguinaire et une « guerre sale » menée par une junte au nom de l'éradication de « la pensée subversive », pour reprendre une expression du Général Jorge Videla. Cette guerre a fait entre 15 000 et 30 000 victimes, pour la plupart des opposants au régime militaire. La majorité de ces victimes, originaires de toutes les régions et appartenant à toutes les classes sociales, ont été kidnappés et leurs corps n'ont jamais été retrouvés. La junte militaire argentine avait appris une technique de disparition utilisée par l'armée française en Algérie. On jetait les opposants politiques argentins à la mer par hélicoptère comme le faisait naguère Bigeard en Algérie (« crevettes de Bigeard »).

En 1979, les militaires argentins ont proclamé leur victoire sur l'opposition.

Entre 1979 et 1982, la question des disparus Argentins est soulevée avec insistance aux niveaux national et international. Cette pression, combinée à une crise économique aiguë, a fragilisé la junte militaire qui sera complètement déstabilisée par sa défaite lors de la guerre des Malouines contre les Britanniques. Le président Galtieri a été contraint à la démission en juin 1982.

En 1983, des élections présidentielles démocratiques ont donné la victoire à Raoul Alfonsin. Juste avant ces élections, l'ancien régime avait décrété une loi d'amnistie, connue sous le nom de « Loi de pacification nationale », couvrant les membres des forces armées pour les actes commis entre le 25 mai 1973 et le 17 juin 1982. Cette loi était inconditionnelle, mais limitée puisqu'elle excluait de l'amnistie les membres d'organisations « terroristes ou subversives ». Le régime a également émis un décret ordonnant la destruction des documents concernant la répression militaire.

Quelques jours après la prise de ses fonctions le 10 décembre 1983, le président Alfonsin a ordonné l'arrestation et la poursuite de neuf putschistes ; ils ont été condamnés à des peines de prison à vie. Les débats des procès ont été diffusés dans les médias. Le 15 décembre 1983, Alfonsin a constitué la Commission nationale sur les personnes disparues (CONADEP), composée de dix militants des droits de l'homme, ayant pour mission d'enquêter sur les disparitions et de saisir l'appareil judiciaire. Le 27 décembre 1983, le parlement a abrogé la loi d'amnistie décrétée par l'ancien régime, et en 1984, la CONADEP a publié le rapport « Nunca Mas » (Plus jamais).

Mais, malgré cette démarche politique accélérée et exemplaire, la pression de l'establishment militaire a forcé le président Alfonsin, trois ans plus tard, à céder à leurs revendications. Le 5 décembre 1986, il a déclaré qu'il était temps de mettre fin au climat de suspicion à l'encontre des militaires qui avaient désormais leur rôle dans la reconstruction d'un Etat démocratique. Le 29 décembre 1986, le parlement a voté la « Loi du point final » (*ley de punto final*) accordant une amnistie générale et inconditionnelle. Le 4 juin 1987, une autre loi, dite « Loi de l'obéissance due », a été votée par le parlement, accordant l'amnistie aux officiers subalternes ayant commis des crimes sous les ordres de leurs supérieurs hiérarchiques sans être en mesure de s'y opposer. Ces « lois du pardon » empêchaient la poursuite des militaires pour les crimes qu'ils avaient commis durant la dictature entre 1976 et 1983. Par la suite, en 1989 et 1990, le président Carlos Menem a accordé la grâce aux putschistes qui se sont retrouvés en liberté.

Plus de dix ans après leur promulgation, en avril 1998, les « lois du pardon » ont été révoquées par le gouvernement.

Elu en mai 2003, le président Nestor Kirchner a pris des dispositions concrètes pour lutter contre l'impunité, notamment deux mesures symboliques l'une consistant à limoger dans les rangs de l'armée les officiers supérieurs, dont des généraux accusés de violations des droits de l'homme, qui s'opposaient aux poursuites judiciaires. L'autre mesure était la levée de l'interdiction d'extrader les responsables de crimes pour être jugés à l'étranger.

Sous l'impulsion du président Kirchner, la pression d'une société civile mobilisée contre l'impunité, et le combat non interrompu de milliers de militants des droits de l'homme, et l'implication de formations politiques comme Izquierda Unida, et de familles des victimes, en particulier les *Madres de Plaza de Mayo* (Mères de la Place de Mai) et l'Association des enfants de disparus, le parlement fut contraint d'abolir les « lois du pardon » le 21 août 2003.

3.3. Uruguay

Pendant plus de dix ans, entre 1973 et 1984, l'Uruguay a vécu une guerre qui a opposé le mouvement de libération nationale Tupamaro à l'armée et à l'appareil sécuritaire. En 1973 le Parlement a été dissous par Juan Maria Bordaberry, et, pour combattre le mouvement gauchiste de guérilla urbaine qui avait émergé au milieu des années 60, les militaires ont recouru, au nom de la guerre antisubversive, aux pires violations des droits de l'homme : détentions arbitraires dans des conditions inhumaines des opposants politiques, tortures de milliers d'Uruguayens, des dizaines de disparitions, et des milliers d'exilés.

En 1980, le peuple a rejeté par référendum un projet de constitution qui, s'il avait été adopté, aurait formalisé le pouvoir des militaires. Des négociations entre les militaires et les partis politiques d'opposition ont conduit en 1984 à la signature du *Naval Club Pact*. Ce pacte prévoyait des élections législatives et présidentielles et le retrait des militaires de la vie politique. En contrepartie, les partis politiques se sont engagés à ne pas toucher le haut commandement militaire et à ce que les futurs gouvernements ne poursuivent pas pénalement les militaires, mais des poursuites civiles restaient envisageables. Ainsi la victoire politique contre les militaires n'a pas altéré l'influence de ces derniers.

Le gouvernement de Julio Maria Sanguinetti, entré en fonction le 1^{er} mars 1985, a accordé une amnistie à tous les prisonniers et autres activistes politiques. Cette loi d'amnistie ne couvrait pas les agents de la police et les militaires « auteurs, coauteurs ou complices dans des traitements inhumains, cruels ou dégradants, ou dans la

détention de personnes ayant par la suite disparu. »¹⁰

Mais le 22 décembre 1986, une « Loi sur l'expiration du droit de l'Etat à mener des poursuites » (*Ley de Caducidad*) a été votée par le Parlement pour empêcher la poursuite des agents de l'Etat, notamment les militaires, pour des actes commis avant le 1^{er} mars 1985. Peu après la promulgation de cette loi, un groupe formé de familles des victimes, hommes politiques, artistes, et intellectuels a constitué un « Comité pour le Référendum » dans le but de mener une campagne pour abroger ce qu'ils avaient surnommé « loi de l'impunité ». Le référendum s'est tenu le 16 avril 1989, après une large campagne de collecte de signatures, dans un climat tendu, sous la menace d'un coup d'Etat brandie par les militaires. Le référendum a été perdu de justesse.

A la mi-août 2000, une commission constituée par le président Jorge Batelle a entamé ses travaux d'enquête sur les disparitions dans la période 1973-1985.

L'opposition à l'impunité n'a pas cessé au sein de la société civile en Uruguay, et cela a donné des résultats. Le 15 août 2003, la Cour suprême a donné son feu vert pour des poursuites contre l'ancien dictateur Juan Maria Bordaberry pour coup d'Etat militaire et « crimes contre la Constitution ».

3.4. Salvador

Un conflit sanglant de douze ans (1980-1992) a endeuillé le Salvador et a fait 75 000 victimes. Il a opposé l'armée salvadorienne, soutenue par les Etats-Unis, au Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), mouvement marxiste composé de cinq groupes de gauche appuyé par Cuba, le Nicaragua sandiniste et l'Union soviétique. Les forces armées et leurs « escadrons de la morts » se sont livrés aux assassinats politiques, exécutions sommaires, et opérations de « nettoyage » ciblant la population civile au moyen de massacres et de dispersions des familles : assassinat des parents et enlèvement des enfants.

Sous la présidence de José Napoléon Duarte, imposé d'abord par un putsch en 1980, puis élu en 1984, le Traité d'Esquipulas a été signé le 7 août 1987, prévoyant une amnistie.

Alfredo Cristiani a été élu président en 1989. A la fin de la guerre froide, sans perspective de victoire nette, les deux parties (gouvernement salvadorien et FMLN), d'un commun accord, ont demandé en décembre 1989 l'assistance du Secrétaire général des Nations unies. L'Accord de San José signé le 26 juillet 1990 a conduit à l'envoi par l'ONU d'une mission d'observation (ONUSAL) au Salvador. Au terme d'une négociation politique entre la dictature militaire et

le FMLN, les accords de paix de New York (25 septembre 1991) et de Mexico (16 janvier 1992) sont signés. La guerre prend alors fin.

La Commission de vérité au Salvador a été constituée en avril 1991 avec le mandat d'enquêter sur les « actes graves de violence qui ont eu lieu après 1980 et dont l'impact sur la société exige, de façon urgente, la connaissance de la vérité par la population ». La commission avait six mois pour rendre son rapport. Ce dernier a été remis au Secrétaire général des Nations unies en mars 1993. Le rapport de la Commission vérité a nommé une quarantaine de hauts responsables (officiers et fonctionnaires) impliqués dans des violations flagrantes graves des droits de l'homme.

Dès la fin de la guerre en 1992, plusieurs procès ont été intentés contre des responsables de violations graves des droits de l'homme, notamment le procès de l'assassinat de six prêtres jésuites et deux femmes à l'Université d'Amérique centrale à San Salvador. Des condamnations s'en sont suivies.

Mais sous la pression des militaires, une autre loi d'amnistie « générale, absolue et inconditionnelle » a été adoptée en 1993, cinq jours après la publication du rapport de la Commission de vérité et les militaires emprisonnés pour des crimes ont été libérés.

La lutte contre l'impunité et pour le rétablissement de la vérité est un long combat que mène la société civile au Salvador, notamment les familles de victimes regroupées en associations comme l'Association pour la recherche des enfants disparus *Pro-Búsqueda*, l'Eglise dans le cadre du Bureau d'aide judiciaire de l'Archevêché de San Salvador, et les journalistes par leurs enquêtes indépendantes.

3.5. Pérou

Le conflit péruvien a duré une vingtaine d'années (1980-2000) et fait pas moins de 69 000 morts et 6000 disparus, des milliers de détentions arbitraires et de cas de torture dont des viols. Les victimes appartiennent essentiellement aux zones rurales.

Fernando Belaunde Terry, élu président le 18 mai 1980, est confronté au « Sentier lumineux ». Il décrète l'état d'urgence pour faire face à ce mouvement de guérilla. Le 1^{er} juin 1985, avec la victoire de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), Alain Garcia est élu président. Cinq ans plus tard, c'est Alberto Fujimori élu en 1990, qui lui succèdera. La présidence de Fujimori sera de deux mandats et durera jusqu'à 2000.

Une loi d'amnistie a été passée sous Fujimori le 14 juin 1995. Elle portait sur « une amnistie générale accordée aux militaires, policiers et fonctionnaires civils, quelle que soit leur fonction,

ayant été dénoncés, instruits, poursuivis, déclarés coupables, ou condamnés, par des juridictions civiles ou militaires, pour des crimes de droit commun ou militaire liés ou résultant de la lutte antiterroriste, qui auraient pu être commis individuellement ou en groupe depuis mai 1980 et jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi. » Cette loi sera complétée le 2 juillet 1995 par une deuxième qui étend la portée de la première aux agents de l'Etat non dénoncés et qui proscrit la révocation de la loi par les cours de justice.

Fujimori organisa en 2000 des élections présidentielles frauduleuses pour un troisième mandat anticonstitutionnel. Les scandales de corruption, et la protestation populaire l'ont cependant contraint à fuir le Pérou en novembre 2000 pour aller se réfugier au Japon, et à donner par la suite sa démission.

Une transition de quelques mois est alors assurée par Valentin Paniagua qui approuva en décembre 2000 la constitution d'une Commission de vérité. Cette commission a été inaugurée le 13 juillet 2001, quelques semaines après l'élection le 3 juin 2001 du nouveau président Alejandro Toledo. En septembre 2001, la commission prendra son nom définitif de « Commission de vérité et réconciliation ». Après deux ans d'investigation, la commission a rendu son rapport au président Toledo le 28 août 2003.

Le combat des Péruviens contre l'impunité s'avère difficile, car de hauts responsables de l'ancien régime sont encore influents, comme l'ancien président Alan Garcia (1985-1990).

3.6. Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a longtemps souffert du système d'apartheid caractérisé par la ségrégation raciale entre Africains, Métis, Indiens et Blancs. Ce système s'est traduit sur le terrain par le déni des droits fondamentaux politiques et socioéconomiques des non Blancs cantonnés dans des bantoustans ruraux ou dans des bidonvilles. Le mouvement de contestation à l'apartheid, mené principalement par le Congrès national africain (ANC) a subi dès sa naissance une répression féroce. On estime le nombre d'arrestations sous le régime d'apartheid à 200 000, la majeure partie ayant subi la torture.

La contestation populaire et les sanctions internationales ont fini par fléchir la politique d'apartheid. En 1990, la libération de Nelson Mandela, après 27 ans de détention, a annoncé le début d'un processus de négociation entre l'ANC et le Parti national (NP). Ces négociations ont abouti en 1993 à l'adoption d'une Constitution intérimaire prévoyant pour l'année suivante des élections législatives libres et ouvertes à tous les citoyens. Ces négociations ont également porté sur la question de l'amnistie des crimes commis à l'époque de l'apartheid et deux

avis se sont confrontés à ce sujet : le NP réclamait une amnistie générale, alors que l'ANC était en faveur de l'établissement des responsabilités pour les crimes. Au terme des négociations, il a été tout de même convenu et indiqué dans la Constitution intérimaire que « l'amnistie sera accordée pour les actes, manquements et délits associés à des objectifs politiques, commis au cours des conflits passés. »

Les premières élections démocratiques organisées du 26 au 29 avril 1994 ont donné la victoire à l'ANC avec 61% des suffrages. En novembre de la même année, le gouvernement Mandela a présenté au parlement le projet d'une « Loi de promotion de l'unité et de la réconciliation nationale » (*Promotion of National Unity and Reconciliation Act*). Cette loi, ratifiée par le parlement au milieu de l'année 1995, comprenait une mesure d'amnistie, déjà prévue dans la Constitution intérimaire, accordée uniquement à ceux qui acceptent de révéler leur crimes, les reconnaître et les assumer.

La loi a aussi établi la Commission Vérité et Réconciliation (*Truth and Reconciliation Commission* – TRC), ayant pour mandat d'élucider les violations de droits de l'homme sous le régime d'apartheid. L'archevêque anglican Desmond Tutu a été désigné à la tête de cette Commission composée de dix-sept membres nommés par le président Mandela suite à une sélection par un scrutin public et télévisé, sur la base des critères de légitimité, d'honnêteté, d'impartialité et d'indépendance¹¹. La TRC consistait en trois comités :

- Comité chargé des violations des droits de l'homme ;

- Comité d'amnistie ;

- Comité de réparation et de réhabilitation.

Ceci découlait des trois principes fondateurs de la TRC :

- Vérité pour la société ;

- Réparation pour les victimes ;

- Amnistie pour les coupables.

La Commission était chargée des six missions suivantes :

- 1) Etablir la nature, les causes et l'ampleur des violations des droits de l'homme pour la période 1960-1993 ;

- 2) Accorder l'amnistie aux coupables qui révèlent de manière exhaustive les crimes ayant un objectif politique commis entre 1960 et 1993 ;

- 3) Offrir aux victimes un forum pour exposer les violences qu'ils ont subies ;

- 4) Engager pour les victimes des mesures de réparation, de réhabilitation et de restauration de la dignité humaine et civile ;

5) Rédiger un rapport à l'adresse de la nation ;

6) Faire des recommandations en vue de prévenir la reproduction dans l'avenir des violations des droits de l'homme.

La TRC a entamé ses travaux le 16 décembre 1995 avec un délai de deux ans et demi pour rendre son rapport. Elle a reçu 20 000 déclarations des victimes ou de leurs familles, et 7000 demandes d'amnistie. Moins de mille amnisties ont été accordées, et plus de cinq mille rejetées essentiellement parce que le demandeur n'a pas réussi à démontrer le motif politique derrière son crime. La TRC a rendu son rapport le 29 octobre 1998 et le « Comité d'amnistie » a été dissous par le président Mbeki en mai 2001.

Certaines études menées en Afrique du Sud montrent que l'amnistie est mal perçue par une majorité de Sud-africains¹². Il faut mentionner que, dès le départ, cette mesure a été controversée et combattue par certains acteurs de la société civile. Amnesty International s'y opposait en scandant le slogan : « Pas d'amnistie, pas d'amnésie, juste la justice ! »

Par ailleurs, plusieurs écrits critiques, académiques et journalistiques, ont été publiés au sujet de l'amnistie en Afrique du Sud et du contenu même du rapport de la TRC, notamment celui de Mahmood Mamdani de l'Université Columbia à New York, qui considère que :

La TRC a étendu l'impunité à la plupart des responsables de l'apartheid. En l'absence d'une reconnaissance totale des victimes de l'apartheid, il ne peut y avoir d'identification complète des coupables. Le fait que la TRC n'a pas reconnu toute la vérité a fait que l'amnistie envisagée comme une mesure individuelle s'est transformée en une amnistie générale. Pour le simple fait qu'un coupable non identifié est un coupable qui jouit de l'impunité.¹³

A ce sujet il est utile de mentionner la « plus grande faiblesse de la TRC », soulignée en 1999 par Desmond Tutu dans *No Future Without Forgiveness*¹⁴, qui est « l'échec d'attirer en masse la communauté blanche pour participer avec enthousiasme au processus de vérité et de réconciliation. »

Il faut noter, comme l'a mentionnée Timothy Garton Ash en 1997, que :

Parmi ceux qui ne se sont pas portés candidats [à l'amnistie] se trouve l'état-major de l'époque de l'apartheid, la plupart des anciens politiciens du Parti national, presque tous les membres du Parti Inkhata pour la liberté de Buthelezi (ses soldats zoulous ont une importante part de responsabilité dans les terribles violences politiques dont a été le théâtre ce qu'on appelle aujourd'hui le KwaZulu-Natal) et un nombre non négligeable de membres ordinaires – ou de membres à titre rétrospectif – de l'ANC, impliqués dans les supplices du 'collier' et autres.¹⁵

A mentionner aussi l'analyse critique de Rosemary Nagy¹⁶, de l'Université Carleton à Ottawa, qui affirme que le « processus d'amnistie a produit une 'vérité' tronquée sur la violence de l'apartheid, insuffisante pour dépasser le passé. »

Graeme Simpson, directeur du Centre d'étude de la violence et de la réconciliation en Afrique du Sud, constate pour sa part « un changement dans la nature de la violence en Afrique du Sud » et fixe comme axe prioritaire de recherche « les revendications d'une justice rétrospective (économique, punitive ou restauratrice) liée à l'amnistie des crimes du passé, la TRC et les risques associés d'une contribution à la culture de l'impunité qui entretient l'expansion de la criminalité. »¹⁷

4. Conclusion

L'amnistie est une mesure d'apaisement adoptée au terme de conflits armés inter Etats, souvent dans les cas où il n'y a pas de victoire nette et où un accord de paix est négocié entre les belligérants.

C'est aussi une démarche qu'envisagent souvent les pays ayant souffert de longues périodes de troubles et se trouvant confrontés à la problématique de la gestion du passé. Dans leur quête de paix et de réconciliation nationale, ces pays en transition doivent se soumettre à des compromis douloureux, dont une forme de justice de transition prévoyant une amnistie, voire une auto-amnistie. Ce compromis est d'autant plus nécessaire que l'issue du conflit ne dégage ni vainqueur ni vaincu et passe par des négociations. Dans ce type de situations, un arrangement est obtenu entre les deux parties sous forme d'un *deal* troquant les « poursuites judiciaires » pour le « partage du pouvoir » et la « justice » pour la « paix ».

La revue des expériences internationales montre que l'amnistie a été utilisée sous des formes variées. Elle a été décrétée par un régime parfois légitime (Afrique du Sud) et parfois illégitime (Chili). Dans certains cas elle a précédé la constitution d'une commission de vérité (Chili), dans d'autres elle l'a accompagnée (Afrique du Sud), dans d'autres encore l'amnistie n'a été envisagée que bien après la constitution d'une telle commission (Salvador). Enfin l'amnistie a été dans la plupart des cas générale, à quelques rares exceptions comme en Afrique du Sud où l'amnistie accordée a été conditionnelle et limitée.

L'amnistie est en général une mesure impopulaire et mal acceptée même si elle est restrictive et décrétée par un pouvoir légitime comme en Afrique du Sud. Depuis quelques années un mouvement populaire anti-impunité tendant à remettre en cause les lois d'amnistie gagne de plus en plus de pays. Le rejet est le plus fort dans les cas d'auto-amnistie et

d'amnistie générale. Les régimes de transition, sensibles à la pression de la rue et se sentant fragilisés par la caution donnée aux mesures d'amnistie, sont amenés petit à petit à leur révocation (suspension de leur application), voire même abolition (annulation des effets de leur application antérieure).

Notes

¹ Andreas O'Shea. *Amnesty for Crime in International Law and Practice*. Koninklijke Brill. Leiden 2004.

² Stéphane Gacon. *L'Amnistie, de la Commune à la guerre d'Algérie*. Seuil. Paris 2002.

³ Voir les travaux suivants : Charles Harper (Edit.) *Inpunty: An Ethical Perspective*. World Council of Churches. WCC Publications. Geneva 1996; Naomi Roht-Arriaza, *Impunity and Human Rights in International Law and Practice*. Oxford University Press. New York 1995.

⁴ Coran, 22:39-40.

⁵ Coran, 17:81.

⁶ Coran, 12:92.

⁷ Frank Laurent. *Politique de l'exilé*. In *Hommes et Libertés* N°119 - Victor Hugo et le droit (juillet- septembre 2002).

⁸ Ibid.

⁹ Le texte intégral de l'intervention de Victor Hugo au Sénat est accessible en ligne sur la page Internet : (www.ac-rouen.fr/pedagogie/equipes/lettres/dernier/senat1.htm)

¹⁰ Article 5 de la Loi, cité par Andreas O'Shea Op. cit.

¹¹ Timothy Garton Ash. *La Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud*. New York Review of Books. 17 juillet 1997. Version française parue dans *Esprit*. Décembre 1997. pp. 44-62.

¹² James L Gibson. *Truth, Justice, and Reconciliation: Judging Amnesty in South Africa*. Disponible en ligne sur : www.ijr.org.za/pdfs/gibson.pdf

¹³ Mahmood Mamdani. *Amnesty or Impunity? A Preliminary Critique of the Report of the Truth and Reconciliation Commission in South Africa (TRC)*.

¹⁴ Desmond Tutu. *No Future Without Forgiveness*. Rider. London (1999).

¹⁵ Timothy Garton Ash. Op. cit.

¹⁶ Rosemary Nagy. *Violence, Amnesty and Transitional Law: "Private" Acts and "Public" Truth in South Africa*. *African Journal of Legal Studies* 1(1) :1-28 (2004).

¹⁷ Graeme Simpson. *Contested Notions of Reconciliation: The Changing nature of Violence on post-apartheid Africa*. Centre for the Study of Violence and Reconciliation. Annual Report (1998).